

**CCAP - CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**APPEL D'OFFRE OUVERT**

**Fourniture de MATERIEL ERGONOMIE  
ERGONOMIE2026**

**Marché de fournitures**

**ACHETEUR :**

**IFPRA** (Institut de la Formation Professionnelle en Région Académique)  
2, rue du Professeur Fleury  
CS 90102  
76137 MONT SAINT AIGNAN Cedex

**SIRET** 187 609 094 00029

Etablissement public administratif de l'Etat

## **DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT**

### **Présentation générale**

L'IFPRA a un statut de GIP et dépend du Rectorat de l'Académie de Normandie. Il gère l'ensemble des contrats de 4 600 apprentis en formation au sein de plus de 80 établissements publics de formation sur la région Académique de Normandie (sur les 5 départements normands).

L'IFPRA emploie et équipe en matériel environ 300 personnes réparties sur l'ensemble de la Région Normandie.

### **Objet du marché**

Le présent marché public a pour objet la fourniture de matériels ergonomiques pour les besoins des personnels de l'IFPRA sur la Région Normandie, de la commande à l'installation, prestation accompagnée par un ergonome qualifié.

### **Allotissement**

Le présent marché n'est pas alloti.

### **Mode de passation – Type de marché – Durée et montant du marché**

Cet appel d'offre est ouvert, sans négociation, mono-attributaire.

La procédure est formalisée conformément aux articles L.2124-1, R.2124-1 à R.2124-6 du code de la commande publique.

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande. La quantité approximative non contractuelle est indiquée dans le CCTP. C'est une estimation sur les commandes de l'année 2025 qui ne préjuge pas des quantités qui seront commandées pendant le marché.

L'IFPRA émettra des bons de commande selon les besoins, au fil de l'année, pour une livraison soit au siège situé à Mont Saint Aignan (76) ou dans différents centres de formation demandeurs répartis sur les 5 départements normands.

La durée du marché est fixée à 1 an, reconductible expressément 1 fois, soit une durée totale de 2 ans.

Il n'y a pas de montant minimum de marché. Le montant maximum du marché est de 100 000 € HT par année, soit 200 000 € HT sur la durée globale de 2 ans.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours.

## PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le Cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les fiches techniques ou mémoire technique du titulaire remis au moment du dépôt de l'offre

Pièces générales : Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire déclare parfaitement connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.

## PRESTATIONS ATTENDUES

L'accord cadre prévoit, outre la fourniture du matériel, les prestations associées suivantes :

- Le conseil et l'assistance à la commande
- L'intervention d'un personnel formé et éventuellement diplômé en Ergonomie
- La réception et le traitement des bons de commande
- Le cas échéant les prestations de services optionnelles
- La livraison complète franco de port des produits et services
- L'installation du matériel le cas échéant
- La gestion de la reprise et/ou de l'échange des colis non conformes ou abîmés
- La gestion de la fourniture des matériels manquants
- La garantie des matériels
- La disponibilité des produits et services associés pendant la période de garantie

### 1- Conseil et assistance à la commande

Le titulaire s'engage à accompagner les services adhérents dans la passation des commandes en apportant un conseil sur le choix des matériels. Pour cela, le titulaire fournira notamment une documentation décrivant les fonctions et les modalités d'emploi des matériels fournis et permettant ainsi leur mise en œuvre.

Le titulaire mettra également à disposition des services adhérents un contact unique, joignable par téléphone et mail, pour le conseil à la commande.

### 2- Modalités de commande

Les bons de commande seront notifiés par mail par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire se verra attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- Les lieux de livraison des prestations
- Le montant du bon de commande
- Les contraintes de livraison (date, personne à contracter en amont)

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Pour les articles non référencés au BPU du titulaire mais qui entrent dans l'objet du lot, le titulaire sera invité à fournir un devis, dans un délai de 7 jours calendaires.

Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire une commande, il doit obligatoirement en aviser le service ayant émis la commande dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande. Un produit de remplacement peut alors être proposé sous réserve d'acceptation expresse par le service.

Si en cours d'exécution de l'accord cadre un matériel référencé au BPU n'existe plus au catalogue, le titulaire proposera par courrier ou par mail un changement de référence du matériel au même prix. La demande doit être motivée, elle indique les caractéristiques techniques du nouveau matériel proposé et la concordance avec le matériel initial.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. La réalisation afférente à ces bons de commande pourra dépasser d'un mois la date de validité de l'accord-cadre.

Aucune sous-traitance ne sera acceptée. Le titulaire assure l'intégralité de la prestation, de la commande, à l'installation sur les postes des Personnels.

### **3- Modalités de livraison :**

Toutes les livraisons seront réalisées franco de port, quelles que soient les difficultés de livraison.

La livraison et l'installation des fournitures s'effectueront sur les 5 départements normands : Seine-Maritime, Eure, Calvados, Orne et Manche.

#### Délais de livraison / pénalités de retard :

Un délai de livraison de 7 jours calendaires est demandé à compter de la réception du bon de commande. Concernant les équipements nécessitant une installation par un ergonome (fauteuils, bureaux, bras), le délai de prise de contact avec la personne récipiendaire aura lieu sous 7 jours calendaires et il conviendra de convenir avec elle d'un rendez-vous de livraison et d'installation. Le délai de livraison de ces équipements pourra être prolongé dans la limite de 3 semaines calendaires sauf demande de la personne récipiendaire de le recevoir ultérieurement.

Le titulaire suivra les consignes de livraison et de prise de contact indiquées sur le bon de commande.

L'IFPRA et ses centres de formation sont soumis au calendrier des vacances scolaires de la zone B. En cas de livraison pendant ces dates, le titulaire devra suivre les consignes indiquées sur le bon de commande et/ou s'assurer de l'ouverture des établissements récipiendaires. Pendant la période de fermeture des établissements sur ces dates, les pénalités de retard seront suspendues.

Le montant des pénalités est égal à valeur de base du bon de commande x nombre de jours de retard / 1000 dans la limite de 30% du bon de commande.

#### Bon de livraison

Le bon de livraison sera signé par l'agent destinataire de la livraison ou sa hiérarchie.

Si les matériels livrés ne correspondent pas à la commande passée ou aux spécifications du marché, ou s'ils sont livrés défectueux, ils seront refusés aux frais et risques du titulaire, qui devra effectuer une nouvelle livraison conforme à ses frais également. Les pénalités de retard pourront s'appliquer.

#### Stockage, emballages et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

La prestation comprend la mise à l'étage et l'évacuation des emballages.

## Installation - Prestation en Ergonomie

Pour l'installation des équipements, le futur titulaire devra être en capacité de diligenter un personnel formé ou diplômé en ergonomie auprès des personnes récipiendaires des bureaux, fauteuils et bras pour le réglage des équipements. A ce titre, il communiquera dans son dossier technique les coordonnées d'un ergonome qualifié pour la Région Normandie ou pour chaque département si possible.

### **4- SAV**

Le titulaire mettra à disposition gratuitement un contact unique, joignable par téléphone et mail, pour les besoins de supports après-vente, que ce soit pour la prise en main des différents matériels ou en cas de dysfonctionnement.

### Garantie

Le dossier technique devra préciser la durée de garantie de chaque matériel, durée qui sera reprise sur les factures. Les délais contractuels de garantie sont ceux indiqués par le titulaire dans son dossier technique. Chaque produit proposé doit être neuf et doit répondre à la réglementation française et européenne tant en termes de qualité de garantie de conformité que de garantie légale. La garantie-constructeur s'applique selon le type de matériel. Le point de départ de cette garantie débute à partir de la date d'admission du matériel. Le titulaire s'engage, pendant la période de garantie, à assurer le service après-vente.

### Prêt et réparation

Le titulaire devra être en mesure d'intervenir rapidement pour assurer une prestation de service après-vente. Durant le délai de garantie, le titulaire proposera une solution de prêt de matériel adapté sous 5 jours ouvrés suite à la réception d'un courriel de demande en ce sens émanant du pouvoir adjudicateur, afin de préserver la continuité du service.

La durée du prêt correspond à celle de la réparation.

Le coût du prêt sera couvert par la garantie.

Si le délai de réparation estimatif ou réel dépasse les cinq semaines, le titulaire devra fournir une solution : échange de matériel ou prêt d'un matériel neuf équivalent le temps des réparations.

### **5- RSE – Responsabilité Sociale des Entreprises**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Lutte contre les discriminations : le titulaire veillera à promouvoir l'égalité femmes / hommes et à lutter contre les discriminations liées aux origines.
- Le candidat devra préciser dans le cadre de réponse technique les démarches qu'il a mis en place en faveur des personnes éloignées de l'emploi ou pour favoriser l'apprentissage des jeunes
- La conformité environnementale des produits proposés sera validée par l'écolabel européen ou équivalent.
- Le candidat précisera les mesures environnementales prises en matière de conditionnement (matériaux recyclables, biodégradables ou autres) et d'optimisation des livraisons notamment en terme d'implantation locale.

## **PRIX et FACTURATION**

### **Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prix de l'accord-cadre à reporter au BPU sont unitaires, exprimés en euros.

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, manutention et au transport jusqu'au lieu de livraison (livraison franco de port et sans minimum de commande, frais d'installation et de déplacement d'un ergonome compris).

Le taux de TVA est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent accord-cadre. Des devis et des commandes de matériels de même nature mais avec des caractéristiques différentes du CCTP pourront être demandés en fonction des besoins non connus à ce jour. Le titulaire proposera dans son offre un pourcentage de remise sur prix catalogue.

### **Révision des prix**

Les prix indiqués par le titulaire dans le BPU lors de la passation du marché demeurent fermes durant toute la première année d'exécution du marché.

A l'issue de la première année, le titulaire effectuera la révision des prix et la proposera à l'IFPRA par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum 3 mois avant la date anniversaire du marché. L'augmentation générale du tarif en vigueur à la date anniversaire ne devra pas excéder 2%. Tous les calculs se feront à 2 décimales maximum.

Si des circonstances entraînent une augmentation de plus de 2%, le titulaire devra adresser à l'IFPRA une demande expliquant les raisons de cette augmentation.

### **Présentation des demandes de paiement**

Le matériel sera facturé en Euros, une fois livré et installé.

La facture sera adressée au nom de l'IFPRA à l'adresse indiquée en couverture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **Informations à utiliser pour la facturation électronique :**

Structure : IFPRA Normandie

Identifiant (siret) : 187 609 094 00029

Code service : Serv-fin

N° Marché : .....

N° Engagement : n° du bon de commande

## Délai global de paiement

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics et à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le paiement est effectué, après vérification du service fait, dans les trente jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- Prestations reconnues conformes en tous points aux engagements
- Aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification des factures

La facture devra être datée du jour de la livraison (ou postérieure). La facture devra être accompagnée du bon de livraison signé par un représentant de l'établissement récipiendaire.

Le paiement s'effectue dans les conditions prévues aux articles 115 à 21 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit à un versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir.

## Pénalités

Faute par le titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le marché, des pénalités pourront lui être appliquées.

Au cours de l'exécution du marché, les pénalités pourront être appliquées dans le cas où, de façon répétée ou sur simple constatation écrite, le titulaire ne respecte pas les prescriptions du cahier des charges et le code du travail.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, l'IFPRA peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique fera exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire par toute personne et tous moyens appropriés de son choix après mise en demeure restée sans effet.

En cas de dépassement des délais de livraison annoncés dans l'offre du titulaire, et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités :

Le montant des pénalités est égal à valeur de base du bon de commande x nombre de jours de retard / 1000 dans la limite de 30% du bon de commande.

## DECOMPTE DES DELAIS

Tout délai impartie dans le marché commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai, sauf précision contraire.

Lorsque le délai est exprimé en jours, et sauf précision contraire, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est exprimé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le premier jour du mois suivant.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit.

## **CESSION DU MARCHÉ**

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite préalable de l'IFPRA.

## **RESILIATION DU MARCHÉ**

### **Conditions de résiliation du marché**

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-5 du Code de travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai de 1 mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur le matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.